Éloge de l'hésitation

La vaccination de masse à tout prix aura des conséquences sociétales et internationales. On gagnerait peut-être à hésiter et à réfléchir avant de s'engager dans ce «monde d'après» à l'allure dystopique.

Vincent Laborderie

Politologue à l'UCLouvain

Depuis quelques semaines, la lutte contre l'hésitation vaccinale est devenue la grande cause nationale. Les arguments pour encourager les Belges à se faire vacciner ne manquent pas, et les différentes autorités rivalisent de slogans pour accompagner cet élan collectif.

On a même vu la Ville de Charleroi assurer que se faire vacciner nous permettra d'aller au restaurant. On peut se demander pourquoi c'est l'hésitation, et non le refus vaccinal, qui pose problème. En la circonstance l'hésitation, le questionnement et la réflexion qui l'accompagnent sont tout à fait légitimes.

La question de se vacciner ou non – avec des vaccins qui, rappelons-le, sont toujours officiellement en phase de test – draine une série de sous-questions. Ai-je un intérêt personnel à me faire vacciner (balance bénéfice-risque)? Vais-je le faire pour protéger les autres? Mon choix a-t-il valeur d'exemple?

Ce moment de réflexion est nécessaire à ce qui est un des principes de la médecine moderne: le consentement libre et éclairé du patient à un traitement. Or, il y a lieu de se demander si la politique vaccinale telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui en Belgique respecte bien ce consentement libre, c'est-à-dire en l'absence de contrainte, et éclairé, c'est-à-dire précédé par une information complète et adaptée à chaque personne.

Précisons qu'au cœur de ce consentement, il y a le dialogue entre un médecin et son patient. Les médecins généralistes ayant été soigneusement tenus à l'écart du processus de vaccination, le dialogue en question est devenu totalement facultatif.

Faire du chiffre

Il semble bien que la logique actuelle soit tout autre. Il faut vacciner à la chaîne, vite, et faire du chiffre. Objectif final: 70% de la population vaccinée. Objectif intermédiaire: 60% au 1er juillet. À défaut, les Belges seront privés de la phase 3 du déconfinement.

Toute hésitation est coupable, car elle nous ralentit dans la réalisation de ces objectifs. Le souci de vitesse et de performance est soutenu par une concurrence entre pays européens et même, dans notre Belgique fédérale, entre Régions. Pas question d'être à la traîne et d'essuyer les reproches venus de Flandre.

Dans ce contexte, le débat est occulté, par crainte de renforcer les hésitations, au profit d'une communication univoque qui divise la population en deux: les partisans de l'effort collectif d'un côté, et les antivax complotistes, antisciences ou égoïstes de l'autre.

Entendons-nous bien: il est clair que les vaccins sont indispensables au retour à une vie normale et constituent la principale clé pour sortir de cette crise. Pour cette raison, la vaccination rapide des personnes à risque était pleinement justifiée. En revanche, la volonté de vacciner une part donnée de la population totale, quel que soit son âge et donc le risque face au virus, pose question.

On revient ici à un enjeu fondamental dans la gestion de cette crise: celui de l'objectif poursuivi. S'il s'agit d'éviter des décès excessifs liés au covid et l'engorgement des soins intensifs, la vaccination peut se limiter à la population à risque, au besoin en abaissant l'âge de référence en dessous de 65 ans.

Mais il semble que l'objectif ne soit plus celui-là, mais bien la disparition du Covid-19, via l'atteinte de l'immunité collective grâce au vaccin. Il faut alors se demander si cet objectif est autre chose qu'une chimère ou un fantasme prométhéen.

Rappelons que, à l'exception de la poliomyélite, aucun virus n'a été éradiqué grâce à des vaccins. Aux États-Unis, où l'on a quelques mois d'avance sur la vaccination européenne, on semble admettre que l'immunité collective grâce aux vaccins est un objectif hors de portée (1).

Des conséquences sociétales et internationales

Au surplus, vacciner des groupes qui ne risquent (presque) rien du covid n'a un intérêt que si l'immunité acquise grâce au vaccin est supérieure à l'immunité naturelle. Une situation très loin d'être établie. Mais l'essentiel est peut-être les conséquences sociétales d'une vaccination de masse à tout prix.

Le premier risque est de constituer de fait des discriminations entre personnes selon qu'elles soient vaccinées ou non. Ce qui n'était qu'une crainte il y a quelque mois semble de plus en plus réel depuis que le Premier ministre a déclaré qu'il était favorable à des avantages pour les personnes vaccinées.

Peter Piotr, conseiller spécial de la présidente de la Commission européenne, va plus loin en esquissant une situation où les non-vaccinés se retrouveront «en retrait par rapport au reste de la société.» Outre les interdictions formelles (voyages, festivals), cette mise au ban passera certainement par la stigmatisation. Cette semaine, un médecin hospitalier belge a ainsi déclaré que «le personnel soignant qui ne veut pas se faire vacciner doit changer de métier».

Mais la politique massive de vaccination a aussi des conséquences internationales. Ainsi, pendant que les pays riches décident de vacciner leurs jeunes (et bientôt leurs enfants?), les plus pauvres sont privés de vaccins pour leurs populations vulnérables.

Personne ne semble entendre les appels désespérés de l'OMS à envoyer des doses à destination de pays qui, à l'instar du Brésil ou de l'Inde, font face à des situations catastrophiques. Faute de gestion mondiale du problème, la réponse des pays riches et vaccinés à une explosion épidémique ailleurs sera simple: la fermeture des frontières. L'exclusion des non-vaccinés par choix à l'intérieur de nos sociétés se doublerait donc d'une exclusion des parties du monde incapables, pour des raisons économiques ou logistiques, de suivre le rythme de la vaccination.

Voilà des éléments qui mériteraient assurément un vrai débat de société, plutôt que de foncer tête baissée dans la course au premier prix de vaccination. En d'autres termes, on gagnerait peut-être à hésiter et à réfléchir avant de s'engager dans ce «monde d'après» à l'allure dystopique.

(1) «Reaching 'Herd Immunity' Is Unlikely in the U.S., Experts Now Believe», The New York Times, 3/05/2021.

Pendant que les pays riches décident de vacciner leurs jeunes (et bientôt leurs enfants?), les plus pauvres sont privés de vaccins pour leurs populations vulnérables.

Il semble bien que la logique actuelle soit de vacciner à la chaîne, vite, et faire du chiffre. Objectif final : 70% de la population vaccinée. Et toute hésitation est coupable, car elle nous ralentit dans la réalisation de ces objectifs. © BELGAIMAGE